

# Déclaration du Président de la République à l'issue de la réunion de la Coalition des Volontaires.

La visioconférence avec la coalition des volontaires, qui est, vous le savez, ces 35 pays qui se sont mobilisés progressivement depuis février dernier et la réunion de Paris pour le soutien à l'Ukraine et une paix juste et durable. Nous nous sommes donc réunis avec le président Zelensky, avec également le secrétaire d'État américain Marco Rubio.

Je voulais rendre compte de quelques éléments qui sortent de cette discussion. D'abord tous les pays qui sont autour de la table veulent la paix. Mais ils veulent une paix qui soit juste et durable, c'est-à-dire une paix qui, une fois le cessez-le-feu signé, prêche de manière juste de tous les éléments qui sont en jeu, les questions territoriales, les questions de sécurité, etc., mais qui offre les garanties qu'il n'y ait pas de nouvelles attaques par la Russie.

Le deuxième élément, le président Zelensky a rendu compte des dernières heures, et je veux ici redire notre soutien et nos condoléances au peuple ukrainien. Mais alors que la Russie faisait croire une fois encore qu'elle était prête à la paix, les dernières heures ont été marquées par à nouveau des frappes contre des infrastructures civiles, en particulier énergétiques, et contre des civils ukrainiens. Donc sur le terrain, la réalité est tout le contraire d'une volonté de paix. Plusieurs participants à notre réunion ont aussi rendu compte de leurs échanges directs avec les Russes, en particulier avec le président Poutine. Il n'y a aujourd'hui clairement pas de volonté russe d'avoir un cessez-le-feu. Et les propos qui ont été tenus par le ministre des affaires étrangères russe d'ailleurs ces dernières heures, à l'issue des discussions de Genève, l'ont montré. Il a dit qu'il n'avait pas de volonté de discuter sur le plan dit amendé qui ressortait des discussions de Genève.

Et donc dans le court terme, nous avons quelques lignes simples. D'abord nous devons continuer de mettre la pression sur la Russie pour qu'elle veuille négocier. Ce sont nos sanctions, les sanctions américaines qui rentrent en vigueur ? ce que nous faisons contre la flotte dit fantôme qui fait les trafics de pétrole à travers le monde.

Ensuite, nous devons continuer de soutenir l'Ukraine avec force, ce que nous avons fait lundi dernier quand le président Zelensky est venu à Paris, et ce que tous les collègues font autour de la table, le soutien financier, le soutien militaire, pour tenir cette guerre de résistance.

Troisième chose, il faut continuer les discussions de paix. En ce moment même, et aujourd'hui, les Américains, les Ukrainiens, les Russes ont pu, à un niveau... technico-politique, discuter des conditions et avancer sur le plan de paix, ce sont des choses importantes. Nous soutenons tous la volonté d'un plan de paix, donc il faut continuer ce travail. Et notre volonté est en coordination étroite avec les Américains de pouvoir avancer sur un schéma qui soit acceptable. Mais la question principale qui reste posée, encore une fois, c'est est-ce qu'il y a une volonté russe ou pas ?

Et puis dans ce contexte, nous avons décidé d'avancer tout particulièrement sur deux choses dans les prochains jours. La première, ce sont les actifs gelés russes, comme vous le savez, qui sont extrêmement importants et qui sont là aussi un moyen de pression. Et donc, nous allons finaliser dans les prochains jours, en coordonnant avec tous les pays européens les plus concernés, et évidemment avec l'Union européenne et la Commission européenne, une solution qui permette de sécuriser des financements, donne de la visibilité à l'Ukraine, mais maintienne cette pression.

L'autre chose, c'est une fameuse garantie de sécurité. Un très gros travail a été fait ces derniers mois, supervisé par les Britanniques et les Français. Et au fond, quand on parle de garantie de sécurité, qu'est-ce que ça veut dire ? C'est que le jour d'après la paix, une fois le cessez-le-feu obtenu, nous voulons être sûrs que ce cessez-le-feu soit durable. Donc le premier élément, c'est le suivi du respect du cessez-le-feu, par de la surveillance, des images.

Et donc là, nous allons engager ce travail, en particulier avec les États-Unis et l'OTAN. Ensuite, c'est comment on maintient cette paix en dissuadant toute nouvelle agression. Pour cela, c'est d'abord d'avoir une armée ukrainienne forte. Les discussions à Genève ont montré qu'il ne devait pas y avoir de limitation à l'armée ukrainienne. Nous avons planifié tout ce qu'il fallait pour le faire. Et puis, à côté de ça, c'est d'avoir des forces de réassurance qui, en deuxième rideau, viennent consolider cette armée ukrainienne. Sur cela, ce qu'on a décidé, c'est de lancer un groupe de travail dès demain, piloté par la France et la Grande-Bretagne, avec une association étroite de la Turquie qui joue un rôle clé sur le plan maritime et pour la première fois avec une implication des États-Unis d'Amérique.

Ces prochains jours nous permettront de finaliser très précisément les contributions de chacun et d'avoir ces garanties de sécurité ainsi finalisées. C'est essentiel pour les Ukrainiens, c'est essentiel pour négocier une paix crédible et pour maintenir là aussi une pression sur la Russie.

Voilà les éléments principaux qui ressortent de la discussion que nous venons d'avoir et que je voulais partager en toute transparence avec vous. Et donc nous continuons avec nos partenaires, à tout faire pour que la paix puisse être obtenue en Ukraine et sur le continent européen, mais que ce soit une paix au fond sérieuse, respectueuse du droit international et durable, pour les Ukrainiens et pour nous tous. Les prochains jours, évidemment, seront riches, là aussi, d'avancées, et autant de fois que nécessaire, je reviendrai vers vous pour vous rendre compte de ces échanges. Merci beaucoup.